

Séance plénière du 18 juin 2015

COMPTE-RENDU

Ordre du jour

- 1/ Universitarisation : liaison recherche-formation et territoire
- 2/ Centres de santé et liaison Hôpital-Ville

M. Philippe NASZÁLYI, (président de la Conférence de Territoire), ouvre la séance. Il tient tout d'abord à remercier Mme Françoise Marhuenda, vice-présidente déléguée en charge des familles, de la solidarité pour sa présence qui témoigne de l'intérêt du Département pour la « démocratie en santé », constituée par cette structure originale et représentative qu'est la Conférence de Territoire.

Il indique également avoir rencontré M. Durovray (Président du Conseil Départemental de l'Essonne). Celui-ci a accepté le principe d'être auditionné par la Conférence de Territoire en septembre. Il vient de lui écrire officiellement en ce sens.

De ce fait, l'ordre du jour de notre séance prévue le 10 septembre 2015 serait modifié et l'examen de la « loi santé » reporté.

Il apporte ensuite un salut particulier pour :

Les Élus des villes qui ont signé un CLS :

- Mme Danielle Valéro, maire adjointe au Projet Educatif et au Pôle Territorial de Santé d'Évry.
- Mme Elisabeth Eté, maire-adjointe déléguée à la solidarité intergénérationnelle de Grigny
- Mme Adèle Villechevrolle, maire adjointe déléguée aux personnes âgées et au handicap de Viry-Châtillon

Il ajoute que

Mme Marie-Thérèse Vidal, maire adjointe déléguée à l'action sociale et aux solidarités de Viry-Châtillon
et Mme Jessica Madaleno, maire adjointe chargée de la santé de Corbeil-Essonnes, sont excusées pour des raisons de santé,
mais que la ville de Courcouronnes, une fois encore, n'est ni présente, ni excusée...

Les intervenants extérieurs à la Conférence de Territoire :

- Dr Cécilia Saldanha-Gomes, médecin généraliste à la MSP d'Athis-Mons et enseignant-chercheur et Madame Said-Dauvergne Fatima, infirmière
- Dr Benoit Pichené, médecin coordonnateur de la maison de santé de Brétigny sur Orge à vocation universitaire
- Mme Sandrine Caquineau-Audas, responsable du centre municipal de santé de Corbeil-Essonnes en compagnie de M. Eric Desrue, directeur des affaires sociales et de Mme Cécile Tshilenge, coordinatrice de l'Atelier santé-ville
- Mme Cécilia Masselli, coordinatrice du projet local de santé – Atelier santé ville pour le GIP de Grigny et Viry-Châtillon

Les intervenants membres de la Conférence de Territoire :

- Dr Annette Delabar, (représentant des centres, maison et pôles de santé) Médecin Directeur du Centre municipal de santé des Epinettes.
- Dr Dominique Richard, (représentant des centres, maison et pôles de santé) facilitateur de la Fédération des Maisons et Pôles de Santé d'Ile de France (FEMASIF) représentant la maison de santé pluri professionnelle de Morangis.

Il tient également à apporter aux membres présents, les excuses de :

- Mme Josiane Ramel, représentant les associations de retraités et personnes handicapées
- M. Daniel Leboube, vice-président de la conférence de territoire
- Dr Patricia Lubelski, représentant les médecins libéraux, retenus pour des raisons de santé. Il leur adresse un salut particulier et fraternel.

Il apporte enfin, les excuses qui lui ont été présentées, des membres de la Conférence de Territoire, retenus par leurs missions professionnelles propres :

- M. Olivier Fouquet, représentant les personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes handicapées
- M. Jean-Pierre Baudry, représentant les associations agréées pour les usagers
- M. Alain Carrié, représentant les établissements de santé
- Mme Marie-Catherine Pham, représentant les établissements de santé
- Dr Roland Hellio, représentant les présidents de commission médicale dans les établissements de santé
- M. Bernard Yassef, représentant les personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes handicapées
- M. Olivier Van Hauwaert, représentant les services de santé au travail

Le Bureau de la Conférence s'est réuni deux fois, les 2 et 15 juin et a validé le calendrier suivant:

- 10 septembre 2015 : Audition de M. François DUROUVRAY, Président du Conseil départemental de l'Essonne (en attente de confirmation) et installation officielle des Elus départements désignés pour être membres de la Conférence de Territoire.
- 8 octobre 2015 : journée consacrée aux « personnes à besoins particuliers face au discours de la performance », dans le cadre d'un colloque commun organisé

les formations sanitaires et sociales de l'Université d'Evry qu'il dirige¹, le Réseau national des Communautés éducatives (RNCE)², la Fédération Nationale des Associations au Service des Élèves Présentant une Situation de Handicap (FNASEPH)³, le Comité d'Entente départemental de l'Essonne⁴ et L'Union Nationale des Associations Laïques Gestionnaires d'institutions du secteur sanitaire, social, médico-social, médico-éducatif, éducatif spécialisé (UNALG)⁵ de 9h à 17h avec deux séquences (programme provisoire) :

- matin

- Fil rouge : Alain Dreano, DG Association PEP 17, Membre de la commission vie associative FEHAP, Professeur associé ESCEM Tours, Consultant Cabinet SUR MESURE
- **La réforme de la tarification : enjeux et conséquences** : Céline Poulet, Déléguée nationale aux personnes en situation de handicap à la Croix Rouge.
- **1ère table ronde : Quels espaces entre les besoins et attentes des personnes et les mesures économiques ?**
- Modérateur : Philippe Naszályi avec Sophie Cluzel FNASEPH, parent, Alain Depaulis, psychologue clinicien, psychanalyste, Dr Bernard Duportet, président de HABEO, Thierry Nouvel, directeur général UNAPEI et Claude Le Pen, Professeur en économie de la santé à l'Université de Paris Dauphine

- après-midi

- **L'utilisation des tableaux de bord d'information dans la mise en œuvre des politiques publiques médico-sociales : Où en est-on? Où va-t-on ?** : Marie-Dominique Luissier, ANAP
- **2ème table ronde : Entre parcours de vie et performance : Quelle éthique ?**
- Modérateur : Dr Pierre Rose, psychiatre, président du CNRD avec Dr Marie-France Maugourd, gériatre, Michel Chauvière, sociologue, directeur de recherche CNRS, Marie-Christine Philbert, FNASEPH, parent, M. Manien, APF, parent

- 12 novembre 2015 : Les « relations Hôpital-ville » ou vers « les groupements hospitaliers de territoire » (GHT) de la future loi-santé : Introduction par M. Jean-Michel Toulouse, ancien directeur du CHSF et intervention des directeurs des hôpitaux privés et publics, membres de la Conférence de Territoire ;

- 10 décembre 2015 : Nouvelles formes de coopération en santé : les coopératives de santé avec Jean-Pierre Girard⁶, (Canada), expert international sur les coopératives de santé et Coordonateur de l'étude internationale de l'ONU⁷ - *sous réserve que nous trouvions un financement pour le déplacement ;*

¹ <http://deust.hautetfort.com/>

² <http://www.rnce.fr/>

³ <http://www.fnaseph.fr/index.php>

⁴ http://www.mdpf.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=256:declaration-commune-du-comite-dentente&catid=42:actualites-des-mdpf&Itemid=63

⁵ <http://www.unalg.org/unalg/pages/home.html>

⁶ <https://www.sommetinter.coop/fr/medias/nouvelles/entrevue-avec-m-jean-pierre-girard-chercheur-expert-conseil-en-entreprises>

⁷

http://www.unog.ch/unog/website/bookshop.nsf/%28httpPublicationsBySubject_en%29/18488344423658E7C1256F5D005F93B3?OpenDocument

M. Jean Huet chargé d'études à la Confédération générale des SCOP chargé notamment de la mise en œuvre de SCIC⁸ « maison de santé » à Clichy et d'EHPAD à Versailles notamment⁹ ;

et M. Bruno Pérez, directeur de CALME (Centre d'Action et de Libération du Mal-être Ethylique) qui concerne deux cliniques sous formes coopératives : Illiers-Combray en Eure et Loir depuis 1993 et Cabris dans les Alpes-Maritimes depuis 1981¹⁰...

I- Mouvements des membres de la Conférence de Territoire (CT 91)

M. Philippe NASZÁLYI (Président de la Conférence de Territoire) accueille M. Michel LECUYER suppléant de M. Galinand qui a été nommé au titre de représentant des associations de retraités et de personnes handicapées et l'installe officiellement.

Le Président fait procéder ensuite :

II- Approbation du compte-rendu du 21 mai 2015

Le Président rapporte que le compte-rendu de la séance plénière du 21 mai n'a eu que peu de corrections. C'est cette version qui tient compte des modifications apportées qu'il soumet à l'approbation de la Conférence. Le Compte-rendu est approuvé à l'unanimité et sera donc placé sur le site de la Conférence.

<http://ct.sante-iledefrance.fr/essonne/>

Le Président apporte ensuite des

III- Informations

- Il indique que la Charte relative à l'adaptation de l'offre des établissements et services médico-sociaux, entre l'ARS Ile-de-France et les fédérations franciliennes du secteur médico-social a été signée le 29 mai 2015. Cette charte prévoit une adaptation de l'offre qui suppose le cas échéant la restructuration et/ou le regroupement de plusieurs structures médico-sociales. Elle concerne tout notre Territoire et pourra faire l'objet d'une étude notamment lors de la Conférence du 8 octobre 2015. **Il invite tous les membres à s'en imprégner.**
http://www.ars.iledefrance.sante.fr/fileadmin/ILE-DE-FRANCE/ARS/Presse/10_communiquees_presse_2015/Charte_restructuration_offre_secteur_medico-social.pdf
- Il a reçu des propositions de formations de l'IHEPS (Institut des Hautes Etudes de Protection sociale) que préside Claude Evin. Les formations proposées à la fois fort intéressantes mais payantes. Il pense donc que l'ARS va les prendre en charge et se propose d'écrire à son Directeur-général en ce sens (<http://www.iheps.com>).
- Lancement appel à projet : Il rappelle que le 2^e appel à projets pour les Pôle territoriaux de coordination économique (PTCE) a été lancé par l'Etat. (http://www.lelabo-ess.org/IMG/pdf/20150421_dossier_de_presse_ptce.pdf). Ces

⁸ www.les-scic.coop

⁹ <http://www.lagazettedescommunes.com/294395/scic-une-nouvelle-alliance-public-prive/>

¹⁰ http://www.calme.fr/contenu.php?id_menu=14&id_sousmenu=34

pôles peuvent associer entreprises privées, entreprises de l'Economie sociale et solidaire (ESS) et établissement de recherches et d'études. Ils peuvent donc intéresser les secteurs de la santé des membres de la Conférence. L'appel à projets est toutefois très court puisque la date limite de réponse est fixée au 30 juin 2015.

Il ajoute qu'en ce qui le concerne, il entend déposer un projet centré autour d'une épicerie solidaire à développement éducatif et en santé dans une ville ayant un CLS.

1^{ère} partie : les maisons de santé et universitarisation :

1- Présentation de la Maison de santé d'Athis Mons, par **Mme Cécilia SALDANHA-GOMES**, (Chef de Clinique des Universités de médecine générale et enseignant-chercheur), accompagnée de **Mme Fatima SAÏD DAUVERGNE** (infirmière, MSP d'Athis-Mons)

Présentation en annexe

Mme Cécilia SALDANHA-GOMES (médecin généraliste à la MSP d'Athis-Mons et enseignant-chercheur) précise que son activité est partagée entre un mi-temps en médecine générale et un mi-temps d'enseignement auprès des externes et internes qui étudient au CHU du Kremlin Bicêtre dans le cadre de l'Université Paris Saclay, créée début 2015.

Son activité de recherche est consacrée à l'obésité pédiatrique. Elle est pratiquée dans le "Centre de recherche en épidémiologie et santé des populations" (CESP), rattaché à l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm),

Les locaux de la MSP sont situés dans le quartier du Noyer Renard, situé en centralité et qui fait l'objet d'un programme de rénovation urbaine. La surface totale est de 283 m².

Mme Cécilia SALDANHA-GOMES insiste sur l'importance de la recherche en soins primaires : thèse d'exercice, exploitation des dossiers médicaux, évaluation des protocoles. Ces thématiques sont peu développées en France contrairement à d'autres pays européens comme les Pays Bas.

2- Présentation de la Maison de Santé Pluridisciplinaire de Brétigny-sur-Orge à vocation universitaire, par **M. Benoit PICHENÉ**, médecin coordonnateur

Présentation en annexe

3- Maison de Santé Pluridisciplinaire Universitaire par **M. Dominique RICHARD**, médecin coordonnateur et facilitateur Fédération des Maisons et Pôles de Santé d'Ile de France (FEMASIF)

Les MSP Universitaires n'ont pas de labellisation actuellement.

Le projet de loi de santé prévoit dans son article 29 cette définition « *Une maison de santé pluriprofessionnelle universitaire est une maison de santé, ayant signé une convention tripartite avec l'agence régionale de santé dont elle dépend et un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel comportant une unité de formation et de recherche de médecine, ayant pour objet le développement de la formation et la recherche en soins primaires. Les modalités de fonctionnement, d'organisation et d'évaluation de ces maisons de santé*

pluriprofessionnelles universitaires sont fixées par arrêté conjoint des ministres chargés de la santé et de l'enseignement supérieur.» . Il faut rappeler que cette définition est toujours à un stade de projet.

M. Dominique RICHARD (représentant des centres, maison et pôles de santé) précise que plus de 80% des MSP essonniennes accueillent des étudiants : médecine, infirmier....
L'enseignement et la formation sont les piliers des MSP.

4- Discussion 1^{ère} partie

M. Jean-Claude GALINAND (représentant la CODERPA 91 et représentant des associations de retraites et personnes âgées) note qu'il n'y a pas de podologue dans les MSP citées en Essonne. L'institut de formation des podologues, qu'il a contacté, indique que des podologues souhaitent travailler au sein des MSP.

M. Dominique RICHARD (représentant des centres, maison et pôles de santé) répond qu'il y a une podologue au sein de la MSP de Morangis qui est un atout riche pour la prise en charge des patients.

M. Benoît PICHENÉ (Médecin coordonateur de la MSP de Brétigny sur Orge) ajoute qu'il y a une podologue à Brétigny également.

Mme Cécilia SALDANHA-GOMES (médecin généraliste à la MSP d'Athis-Mons et enseignant-chercheur) précise qu'ils ont reçu des demandes de podologue mais, pour une question de place, ils n'ont pas pu répondre favorablement.

M. Eric SIRÉ (Délégué départemental adjoint de la Mutualité Française, représentant les organismes de la promotion santé précarité) demande comment les MSP ont réussi à attirer des professionnels de santé.

Mme Cécilia SALDANHA-GOMES (médecin généraliste à la MSP d'Athis-Mons et enseignant-chercheur) précise que les professionnels de santé redoutent d'exercer seul. Le fait que le projet était déjà engagé est un élément positif d'attractivité. Ce sont des professionnels du territoire qui sont moteurs. Il est plus facile de se greffer sur un projet en développement. La réussite de son projet tient au noyau dur de trois professionnels.

Mme Annette DELABAR (Médecin directeur du centre municipal de santé Les épinettes, représentant les centres de santé, maisons de santé et pôles de santé) demande quelle est la place de votre fonction de chef de clinique dans votre projet ? Est-il envisageable de dédier un temps de clinicat pour développer ce type de projet ?

Mme Cécilia SALDANHA-GOMES (médecin généraliste à la MSP d'Athis-Mons et enseignant-chercheur) précise que la triple valence : formation- clinique-recherche sont difficiles à concilier avec une vie personnelle. Il est difficile de trouver du temps et cela a pu être possible grâce à un travail en équipe. Pour gagner sa vie, il faut dans le même temps se construire une patientèle. Cela constitue la partie la plus complexe. Quant à sa thèse de sciences en santé publique, commencée en octobre 2014 au sein de l'école doctorale 420 (spécialités : Épidémiologie, Biostatistique, Génétique statistique, Recherche Clinique, Sciences Économiques et Sociales) des Université Paris-Sud-11 et ParisV-René-Descartes, elle a subi un certain retard.

La répartition du temps de travail était avant le projet répartie ainsi, un mi-temps d'exercice clinique comme collaboratrice à Athis et un mi-temps de recherche à l'hôpital Paul Brousse au sein du laboratoire de l'Inserm ainsi que de la formation.

Actuellement, la répartition est modifiée avec deux jours et demi d'exercice clinique (avec également un samedi matin sur trois). Les demi-journées non réalisées à la MSP sont pourvues par un interne Saspas (Stage Autonome en Soins Primaires Ambulatoires Supervisé), un jour par semaine. Les patients ont donc toujours soit un médecin du cabinet, soit l'interne.

M. Jean-François CHABENAT (URPS, Chirurgien-dentiste, représentant les professionnels de santé) demande pourquoi il n'y pas de chirurgien-dentiste dans ces MSP ? L'odontologie représentant la troisième profession médicale en France.

Mme Cécilia SALDANHA-GOMES (médecin généraliste à la MSP d'Athis-Mons et enseignant-chercheur) précise qu'aucun candidat ne s'est présenté au début du projet. Lors de la présentation aux autres professionnels de santé, un chirurgien-dentiste a souhaité travailler en partenariat avec eux et développer un cabinet bucco-dentaire. Deux autres cabinets dentaires situés à proximité de la MSP vont travailler en partenariat avec la MSP.

M. Benoit PICHENÉ (Médecin coordonateur de la MSP de Brétigny sur Orge) précise qu'il existe un centre dentaire à côté de la MSP de Brétigny.

M. Dominique RICHARD (représentant des centres, maison et pôles de santé) indique que la première démarche est de constituer une équipe. La fédération des maisons et pôles de santé d'Ile de France (FEMASIF) peut vous aider à présenter ces structures par des professionnels qui exercent.

M. Claude POUGÈS (Président de la CME du Centre Hospitalier du Sud Francilien et représentant des présidents de commission médicale) félicite le Dr Gomes de son exercice comme chef de clinique. Il reste beaucoup à faire en termes de coordination ville/hôpital : partage de l'information notamment à l'entrée à l'hôpital. La future loi avec la création des groupements hospitaliers de territoire veut mieux faire travailler l'hôpital avec la ville. Les programmes Prado maternité, orthopédie, cardiologie, la mise en place de circuits courts pour des avis urgents (cardiologie), les équipes plaies et cicatrisation sont des exemples de démarche.

M. Patrick CHAVENON (pharmacien, représentant les professionnels de santé) précise que le modèle au Danemark centré sur le nombre de professionnels en fonction de la densité peut poser des problèmes d'accessibilité géographique et donc des moyens de transport. On devient un commerce à distance sans voir le malade.

Mme Cécilia SALDANHA-GOMES (médecin généraliste à la MSP d'Athis-Mons et enseignant-chercheur) précise qu'elle n'a pas parlé du Danemark, mais des soins primaires aux Pays-bas.

M. René MICHALET (représentant de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité) pose le problème de la représentation des usagers et si la MSP intègre cette représentativité.

M. Benoit PICHENÉ (Médecin coordonateur de la MSP de Brétigny sur Orge) indique que l'association espace vie intègre des représentants et qu'il est difficile d'avoir des représentants « représentatifs ».

Mme Cécilia SALDANHA-GOMES (médecin généraliste à la MSP d'Athis-Mons et enseignant-chercheur) indique que l'évaluation des protocoles sera faite par les patients et permet d'intégrer l'avis des patients. Cela constitue une première réponse à l'intégration des usagers. Une journée porte ouverte va également être organisée prochainement.

M. Dominique RICHARD (représentant des centres, maison et pôles de santé) souligne le travail de la fédération en Franche Comté sur la représentation des usagers en MSP (rapport complet remis à la Ministre).

M. Philippe NASZÁLYI (Président de la Conférence de Territoire) propose de réaliser une conférence sur le sujet de la démocratie en santé en janvier-février 2016.

Mme Annette DELABAR (Médecin directeur du centre municipal de santé Les épinettes, représentant les centres de santé, maisons de santé et pôles de santé) indique qu'il y avait une association d'usagers à Évry qui était même jury pour choisir les médecins. Cette association était représentée par une classe moyenne qui dorénavant travaille beaucoup à Paris ce qui laisse peu de temps pour s'investir dans ce type d'action.

Mme Christine TRIOLLET-FOSSAERT (représentant des personnes morales gestionnaires des institutions accueillant des personnes handicapées, association Altérité) demande la place des MSP dans l'accès des soins handicapés moteurs, mentaux, psychiques car le temps médical dédié et accordé aux établissements est faible.

M. Jean-Claude COQUERELLE (président ADAPEI 91 - Maison Valentine, représentant les associations de retraités et personnes handicapées) indique qu'il est difficile de trouver des médecins traitants pour ces patients. Nous souhaiterions créer un centre de santé mobile ouvert vers les autres établissements.

Mme Cécilia SALDANHA-GOMES (médecin généraliste à la MSP d'Athis-Mons et enseignant-chercheur) précise qu'il est possible de signer une convention de partenariat avec les établissements.

Mme Nathalie KHENISSI (médecin ARS, responsable du département ambulatoire et services aux professionnels de santé, à la délégation territoriale de l'Essonne) informe la conférence qu'une action est prévue avec le CHSF pour présenter aux internes les modalités d'exercice en structure d'exercice collectif avec des témoignages de professionnels.

Mme Sylvie BARROS (infirmière représentant les professionnels de santé libéraux et internes en médecine), indique qu'il ne faut pas oublier les autres professions notamment les infirmières.

Mme Nathalie KHENISSI (médecin ARS, responsable du département ambulatoire et services aux professionnels de santé, à la délégation territoriale de l'Essonne) indique que les élèves infirmiers ont également des cours au sein des facultés de médecine et qu'il est donc possible de les inviter.

M. Michel HUGUET (Délégué Territorial ARS-DT 91) précise que le CHSF est support d'IFSI.

M. Philippe NASZÁLYI (Président de la Conférence de Territoire) demande au Dr Cécilia SALDANHA-GOMES si elle est l'unique chef de clinique en Essonne.

Mme Cécilia SALDANHA-GOMES (médecin généraliste à la MSP d'Athis-Mons et enseignant-chercheur) répond qu'il n'y a que quatre chefs de clinique en médecine générale au Kremlin Bicêtre donc pour le sud de la région Ile de France et donc qu'un ou une pour l'Essonne est déjà un bon point compte-tenu de la démographie médicale.

Mme Cécilia MASSELI (Coordinatrice du projet local de santé-Atelier Santé Ville GIP de Grigny et de Viry-Châtillon) compare le système de santé publique français aux systèmes étrangers notamment celui du Brésil. Elle salue l'implication des universités et de la recherche dans ces projets de terrain.

M. Jean-Claude GALINAND (représentant la CODERPA 91 et représentant des associations de retraités et personnes âgées) demande ce qu'il existe pour les soins palliatifs.

Mme Fatima SAID-DAUVERGNE (infirmière, MSP d'Athis-Mons) répond que la MSP a un partenariat avec le réseau NEPALE installé à Ste Geneviève des Bois et qui intervient dans la

moitié Nord de l'Essonne (<http://www.nepale.fr/>) et ESSONONCO qui intervient lui, dans toute l'Essonne et les communes limitrophes (<http://www.essononco.net/>)

M. Philippe NASZÁLYI (Président de la Conférence de Territoire) remercie les intervenants et introduit la deuxième partie de la séance :

2ème partie les centres de santé et liaison ville-hôpital

1- Présentation du Centre Municipal de Santé Les Épinettes à Évry, par Mme Annette DELABAR – Médecin directeur du centre municipal de santé Les épinettes

Présentation en annexe.

Ouvert depuis 1981, il s'agit d'un petit centre de santé.

Au démarrage, le centre s'est créé sous l'impulsion d'une association d'usagers et de la municipalité.

La structure était gérée via un comité de gestion consultatif tripartite : Mairie-Usager-Professionnel.

Actuellement, il y a un fort renouvellement de l'équipe médicale suite à des départs à la retraite. Les professionnels de santé s'impliquent dans des projets de santé publique.

La structure emploie des professionnels salariés mais les recettes du centre viennent du paiement à l'acte. Une forfaitisation débutante existe à travers les nouveaux modes de rémunération.

Mme Danielle VALERO (maire adjointe au Projet Educatif et au Pôle Territorial de Santé d'Évry) précise qu'il s'agit d'un centre municipal avec des effectifs municipaux. Les actions de prévention, de coordination ne font pas rentrer d'actes pendant qu'elles sont effectuées. La subvention d'équilibre équivaut à 400.000€ pour un budget global de 900.000€.

2- Centre municipal de santé de Corbeil, par Mme Sandrine CAQUINEAU-AUDAS, responsable du centre municipal de santé de Corbeil-Essonnes et M. Eric DESRUES, Directeur des affaires sociales de la mairie de Corbeil-Essonnes.

Présentation en annexe.

Il s'agit d'un centre polyvalent avec un centre dentaire géré par la Cnam au 2^{ème} étage.

Mme Sandrine CAQUINEAU-AUDAS, (responsable du centre municipal de santé de Corbeil-Essonnes) rappelle l'historique du centre ouvert depuis 1966 et son engagement notamment via la Certification ISO 9001, les chartes, le Contrat Local de santé, l'Atelier santé ville et le contrat de ville....

M. Eric DESRUES (Directeur des affaires sociales de la mairie de Corbeil-Essonnes) présente la situation géographique du centre au cœur des axes de transport.

M. Claude POUGÈS (Président de la CME du Centre Hospitalier du Sud Francilien et représentant des présidents de commission médicale) indique que ces structures polyvalentes sont très attractives pour les professionnels de santé.

M. Eric SIRÉ (Délégué départemental adjoint de la Mutualité Française, représentant les organismes de la promotion santé précarité) questionne les participants sur les finances, le budget du centre. Quel est le poids financier des actions de prévention dans le coût total ?

Mme Sandrine CAQUINEAU-AUDAS (responsable du centre municipal de santé de Corbeil-Essonnes) précise que l'équipe prévention est composée par la coordinatrice atelier santé ville, deux agents de prévention, d'un demi-poste de secrétariat et d'un demi-poste de coordinatrice. Le budget global du Centre de santé : pôle curatif et pôle préventif, est d'un peu plus d'un million (1 69 600€) pour le total des dépenses masse salariale incluse, et d'environ 600 000€ de recettes ce qui, pour répondre précisément à la question, produit un reste à charge pour la Municipalité de 475 258€.

M. Michel HUGUET (Délégué Territorial ARS-DT 91) précise que l'ARS a lancé un appel à projet pour financer des prestations d'audit au bénéfice des centres de santé qui souhaiteraient avoir un accompagnement pour le développement, le soutien et la pérennisation de leur centre

Mme Sylvie BARROS (infirmière représentant les professionnels de santé libéraux et internes en médecines), interroge le centre de santé de Corbeil sur les effectifs paramédicaux. Elle insiste sur la nécessité pour ce centre de veiller à la présence d'au moins une infirmière (coordinatrice ou non) afin d'encadrer les aides-soignantes. Cette présence permet de satisfaire non seulement aux obligations réglementaires, mais aussi de sécuriser les actes de soin, prodigués aux patients du centre.

M. Julien DELIE (Directeur de l'Hôpital Joffre-Dupuytren et représentant des personnes morales gestionnaires dans les établissements de santé) pose trois questions sur :

- Modification de la composition de la population d'Évry
- Lien Ville-hôpital
- Les supports en 17 langues du CMS de Corbeil
- Les ASV

Mme Annette DELABAR (Médecin directeur du centre municipal de santé des Epinettes, représentant les centres de santé, maisons de santé et pôles de santé) indique qu'elle a essayé de faire vivre l'association des usagers et a travaillé avec les maisons de quartier. Néanmoins, il existe les difficultés de travail avec les usagers par manque de temps des personnes.

Sur lien ville-hôpital, Mme Annette DELABAR vient d'être nommée au Conseil de surveillance du CHSF et espère influencer sur ce sujet.

Le développement de la télémédecine avec des consultations de spécialistes du CHSF peut présenter un enjeu pour le CMS.

Différents projets sont en cours de développement comme Prado cardiologie, orthopédie...

M. Claude POUGÈS (Président de la CME du Centre Hospitalier du Sud Francilien et représentant des présidents de commission médicale) évoque les possibilités de consultations dans des délais rapides pour avoir accès à des avis de spécialistes pour les insuffisants cardiaques.

M. Philippe NASZÁLYI (Président de la Conférence de Territoire) profite de ces questions pour intervenir dans la discussion. Il indique que ce lien entre l'Hôpital ou les hôpitaux quelque soit leur statut juridique et la Ville que nous ne faisons qu'aborder aujourd'hui est au centre de la future loi de santé. C'est un sujet qui méritera d'être approfondi. Il invite M. Delie et le Dr Pougès, mais aussi tous les partenaires de la Conférence à animer la séance du 12 novembre prochain.

Mme Adèle VILLECHEVROLLE (maire adjointe déléguée aux personnes âgées et au handicap de Viry-Châtillon) demande si les centres proposent des consultations pour les handicapés.

Mme Annette DELABAR (Médecin directeur du centre municipal de santé Les Epinettes, représentant les centres de santé, maisons de santé et pôles de santé) et **Mme Sandrine CAQUINEAU-AUDAS** (responsable du centre municipal de santé de Corbeil-Essonnes) indiquent que les médecins de leurs centres font des visites à domicile, notamment pour les patients en fin de vie.

Mme Cécilia MASSELI (Coordinatrice du projet local de santé-Atelier Santé Ville GIP de Grigny et de Viry-Châtillon) apporte des précisions sur la notion d'atelier santé ville qui permet de passer d'une démarche diagnostique à une démarche projet.

M. Jean-Claude GALINAND (représentant la CODERPA 91 et représentant des associations de retraites et personnes âgées) demande quel est le lien avec le ministère de la Justice évoqué dans le diaporama du centre de santé de Corbeil et quelles actions sont faites pour les personnes âgées en prison.

Mme Sandrine CAQUINEAU-AUDAS (responsable du centre municipal de santé de Corbeil-Essonnes) précise qu'ils interviennent avec le centre de semi-liberté dans lequel il n'y a que très peu de personnes âgées.

Conclusion :

M. Philippe NASZÁLYI (Président de la Conférence de Territoire) constate qu'il est 12h30 largement dépassé et qu'il convient de clore nos échanges. Il remercie tout particulièrement les intervenants, mais aussi les membres de la Conférence toujours si nombreux et actifs. Il leur donne rendez-vous à la prochaine séance le 10 septembre prochain, puisque cette année aucune urgence ne nous contraint à nous réunir en juillet.

Il souhaite à tous un « bel été » et espère que nous pourrons échanger avec M. Durovray à la prochaine Conférence notamment sur les « Assises départementales » où la santé doit évidemment jouer un rôle important.